

## **Une boîte à outils pour tailler dans les effectifs !**

(Article paru dans le quotidien « Libération » du 2 février 2010)

Gérard Aschieri, responsable de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) quitte son poste à l'issue du congrès de Lille (1 au 5 février) et sera remplacé par Bernadette Groison, professeur des écoles (issue du SNUipp). Il répond aux questions de Luc Peillon.

### ***-Que vous inspire ce projet de décret ?***

Nous avons dit, cet été, que le gouvernement se constituait avec la loi du 3 août, une boîte à outils pour tailler dans les effectifs de la fonction publique. Cette menace se confirme avec un projet qui, en accordant si peu de garantie à la procédure de réorientation professionnelle, laisse à penser qu'il pourrait servir de levier à une réduction plus large des effectifs. Et cela au moment où la politique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux sera limitée par la baisse du nombre de départs à la retraite.

### ***-Ce projet intervient après d'autres bouleversements pour les fonctionnaires...***

Cette réforme, en effet, n'est que le couronnement d'une remise en cause plus ancienne des fondements mêmes de la fonction publique. Avant cela c'est la généralisation d'une gestion individuelle des fonctionnaires qui est venue saper les garanties collectives. Par petites touches, les dispositions comme le développement des contrats de droit privé ont dessiné un projet qui dynamite toutes les garanties collectives. Or ce sont précisément ces garanties accordées aux fonctionnaires qui fondent les principes d'un service public de qualité. La garantie de l'emploi, par exemple, était une des composantes de la pérennité du service public. Remettre en cause tous ces fondements, c'est remettre en cause la notion même de service public.

### ***-Nicolas Sarkozy cherche 50 milliards d'économies d'ici 2013. La fonction publique pourra difficilement échapper à de nouvelles coupes...***

Les dépenses de personnel comparé au PIB sont déjà en baisse depuis plusieurs années. Le gouvernement ne trouvera donc pas 50 milliards d'économies dans la fonction publique, sauf à remettre profondément en cause ses missions. La « mauvaise graisse » a fondu depuis longtemps et dans de nombreux services, nous avons atteint l'os. Beaucoup de services sont en tension, comme dans l'éducation nationale, où l'ensemble de l'informatique est sérieusement menacé. Or pourquoi ne pose-t-on jamais la question des recettes, et notamment de la fiscalité ? « Libération » a justement indiqué que les niches fiscales et sociales représentent 140 milliards. N'y a-t-il pas moyen de trouver une marge de manœuvre ? Le seul bouclier fiscal, d'un montant de 700 millions représente à lui seul le budget économisé par la suppression de 30000 fonctionnaires. La seule TVA dans la restauration permettrait de sauver 100 000 autres postes, soit l'équivalent du nombre de postes supprimés en trois ans. On fait de grands discours sur l'attractivité de la France, sa capacité à résister face à la crise grâce son modèle social, et dans le même temps, on est en train de détruire ce modèle...